

LE GOUVERNEUR

Nouakchott, le 07 FEB 2008

INSTRUCTION N° 01 /GR/2008

RELATIVE AUX CONDITIONS DEBITRICES DES BANQUES

Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie

- Vu la loi n° 73 du 30 mai 1973 portant création de la Banque Centrale de Mauritanie
- Vu l'ordonnance n°004/2007 du 12 janvier 2007, portant statut de la Banque Centrale de Mauritanie
- Vu l'ordonnance 020/2007 du 13 mars 2007 relative aux établissements de crédit abrogeant et remplaçant la loi 95/011 du 17 juillet 1995
- Vu le décret n°19/2007 du 7 février 2007 portant nomination du Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie
- Vu la délibération du conseil de politique monétaire en date du 30 janvier 2008 ;

Décide :

Article 1 :

Les conditions débitrices des banques sont définies par un taux annuel unique représentant l'ensemble des charges liées à une opération de crédit, quelqu'en soit la nature, appelé taux effectif global.

Le taux effectif global comprend, outre le taux d'intérêt contractuel, les frais, commissions et toute autre rémunération liés à l'octroi du crédit.

Toutefois ne sont pas pris en considération, les prélèvements fiscaux et les frais de procédure de justice engagés pour le recouvrement des créances impayées.

Article 2 :

Le taux effectif global (TEG) maximum autorisé correspond au taux directeur de la Banque Centrale de Mauritanie plus une marge qui sera définie par instruction de la Banque Centrale, et appelée : Marge Bancaire Maximale (MBM).

Le taux directeur de la Banque Centrale correspond au taux de pension livrée contre bons du trésor et bons Banque Centrale.

Article 3 :

Le taux effectif global est librement débattu entre l'emprunteur et le prêteur sous réserve de respecter le plafond fixé à l'article 2. Il doit être explicitement mentionné dans la convention de prêt.

Article 4 :

Le calcul du taux effectif global relatif aux crédits amortissables s'effectue en tenant compte des modalités d'amortissement de ces crédits, telles que convenues entre les établissements de crédit et leurs clients conformément à l'annexe jointe.

Article 5 :

Le calcul du taux effectif global relatif aux prêts accordés sous forme de découverts en compte s'effectue suivant la méthode des nombres selon laquelle, chacun des soldes débiteurs, successivement inscrits en compte durant l'intervalle séparant deux arrêts, est multiplié par sa propre durée en nombre de jours.

Les établissements de crédit sont tenus d'indiquer expressément le taux effectif global appliqué dans tout contrat de prêt.

Article 6 :

Le taux effectif global ayant trait aux opérations d'escompte d'effets ou de chèques est calculé en tenant compte :

- du montant des intérêts proprement dits, des frais, commissions ou rémunérations liés aux dites opérations, à l'exception de ceux mentionnés dans l'article 2 de la présente instruction ;
- du montant de la valeur escomptée ;
- du nombre de jours ;

(Voir annexes)

Article 7 :

Tout établissement de crédit qui applique un taux effectif global excédant le plafond fixé par la présente instruction sera passible d'une pénalité de une fois et demi le plafond du taux d'intérêt légal sur le montant du prêt.

Le plafond du taux d'intérêt légal est égal au taux de la pension livrée contre bons du trésor et bons BCM auquel s'ajoute la marge bancaire maximale (MBM).

Article 8 :

La pénalité, prévue à l'article 7 ci-dessus, s'applique à tout établissement de crédit qui aura consenti à autrui un prêt à un taux excédant le taux effectif global autorisé ou apporté sciemment, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement son concours à l'obtention ou l'octroi d'un crédit à un taux en dépassement du taux plafond tel que défini à l'article 2 de la présente instruction.

Article 9 :

Lorsqu'un prêt est consenti à un taux excédant le taux effectif global autorisé, les perceptions excessives sont imputées de plein droit sur les intérêts échus et pour le surplus, s'il y a lieu, sur le capital de la créance. Si la créance est éteinte en capital et intérêts, les sommes indûment perçues, seront restituées majorées des intérêts légaux du jour où elles auront été payées.

Article 10 :

Le niveau des commissions sur les opérations bancaires est librement fixé par les banques. Cependant, celles-ci ne peuvent prélever des commissions ou d'autres charges liées aux opérations de crédit susceptibles de se traduire par un dépassement du taux effectif global (TEG) tel que défini à l'article 2 de la présente instruction.

Article 11 :

Chaque établissement bancaire doit communiquer à la Banque Centrale de Mauritanie son barème de conditions de banque : taux d'intérêts débiteurs et le niveau de ses commissions dix (10) jours au moins avant leur date d'entrée en vigueur.

A la fin de chaque trimestre, les banques doivent adresser à la Banque Centrale de Mauritanie au cours du mois suivant, leurs conditions débitrices moyennes et le taux effectif global moyen effectivement appliqués à leur clientèle.

La Banque Centrale de Mauritanie se réserve le droit de publier les données devant être communiquées au terme des alinéas 1 et 2 du présent article.

Article 12 :

A chaque modification de son barème de conditions de banque, l'établissement bancaire doit informer dans les mêmes conditions spécifiées dans l'article

précédent, aussi bien la Banque Centrale de Mauritanie que la clientèle concernée par la dite modification.

Article 13 :

Chaque établissement bancaire doit assurer une publicité suffisante à ses tarifs concernant les conditions débitrices. A cet effet, il doit mettre à la disposition du public des dépliants portant sur les tarifs maximum appliqués sur les prêts ainsi que sur les opérations bancaires d'usage. L'établissement doit actualiser ces dépliants à l'occasion de toute modification de ses conditions débitrices ou de ses commissions et en informer ses clients, dix jours au moins, avant leur entrée en vigueur. Il doit également afficher au hall ou à un endroit accessible au public au niveau de son siège et de chacune de ses représentations, ses tarifs maximum perçus sur les opérations bancaires en caractères suffisamment lisibles en langues arabe et française.

Article 14:

Chaque banque est tenue de respecter le barème qu'elle a fixé en toute liberté conformément aux dispositions de la présente instruction.

L'application d'un barème qui n'a pas été communiqué préalablement à la Banque centrale est considérée comme une communication de renseignements sciemment inexacts ou un refus de communication de renseignements à la Banque Centrale.

Article 15 :

Les conditions débitrices déterminées conformément à la présente instruction ne sont pas applicables aux crédits amortissables, aux prêts quelque soit leur nature, aux conventions signées dans le cadre d'une restructuration de crédits existants ou de nouveaux crédits et de toutes autres facilités convenues entre la banque et son client avant leur entrée en vigueur.

Article 16 :

Les infractions aux dispositions de la présente instruction sur le respect du taux effectif global maximum sont passibles des sanctions prévues par les articles 7, 8 et 9 ci-dessus.

Le refus de communication du barème ou la communication de renseignements sciemment inexacts à la Banque Centrale expose le contrevenant à une amende variant de cinq cent mille ouguiyas (500 000.00UM) à cinq millions d'ouguiyas (5 000 000.00UM).

Sans préjudice des sanctions prévues à l'alinéa 1, cette amende sera renouvelée chaque mois pour un montant égal à celui qui a été appliqué à l'alinéa 2 ci-

dessus jusqu'à la régularisation par l'établissement de crédit de sa situation par rapport aux obligations auxquelles il est soumis au terme des articles 14 et 15 de la présente instruction.

La sanctions prévues par la présente instructions sont notifiées aux établissements concernés par la direction de la supervision bancaire et financière et exécutées par débit automatique du compte de l'établissement concerné ouvert dans les livres de la Banque Centrale ou à défaut par saisie-arrêt après simple sommation notifiée par voie d'huissier.

La décision de notification précise le délai d'exécution de la sanction, délai qui ne peut être à huit jours pour compter de la date d'envoi de la notification.

Article 17 :

Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires ou faisant double emploi avec le présent texte.

Article 18 :

Les dispositions de la présente instruction entrent en vigueur à compter du 16 mars 2008.



ANNEXE

my

my

Formule de calcul du taux annuel effectif global

I - Calcul du taux de période (i)

$$\sum_{k=1}^{K=n} \frac{P_k}{(1+i)^{tk}} = \sum_{k'=1}^{K'=n'} \frac{R_{k'}}{(1+i)^{tk'}}$$

où :

k est le numéro d'ordre d'un prêt;

k' est le numéro d'ordre d'un remboursement ou d'un règlement de charges;

P_k est le montant du prêt n°k;

R_{k'} est le montant du remboursement ou du paiement de charges n°k';

Σ désigne la sommation;

n est le numéro d'ordre du dernier prêt;

n' est le numéro d'ordre du dernier remboursement ou du dernier règlement de charges;

tk est l'intervalle de temps séparant la date du premier prêt et celles des prêts ultérieurs n° 2 à n; il est exprimé en nombre de périodes unitaires;

tk' est l'intervalle de temps, exprimé en nombre de périodes unitaires, séparant la date du premier prêt et celle des remboursements ou paiements de charges n°1 à n';

i est le taux de période ou taux actuariel; il peut être calculé, soit de manière algébrique, soit par approximations successives, soit par un programme d'ordinateur lorsque les autres termes de l'équation sont connus.

N.B. :

1 - Les versements effectués de part et d'autre ne sont pas nécessairement égaux et ne sont pas nécessairement versés à des intervalles réguliers et égaux.

2 - La date initiale du prêt est celle du premier prêt.

3 - L'intervalle de temps utilisé pour le calcul du TEG correspond à la durée de la période unitaire. Il peut être exprimé en mois ou en fractions de mois, en trimestres ou en fractions de trimestre, en semestres ou en fractions de semestre, en années ou en fractions d'année.

II - Calcul du taux effectif global

TEG année civile

i période unitaire

ou $TEG = (i) \times (\text{Rapport année civile sur période unitaire})$

ou $TEG = (\text{Taux de période}) \times (\text{nombre de périodes unitaires dans l'année civile})$

où :

TEG est le taux effectif global et **i** est le taux de période.

N.B. : Si la période unitaire est égale à l'année, le TEG correspond au taux de période.

III – Calcul du taux effectif global sur découverts

	Nbr jours	Solde valeur	Nbr Débiteur	T NOMINAL	Interet en cours
	N	SV	ND	T1 *	i
	N1	SV1	ND1	T1	I1
	N2	SV2	ND2	T1	I2
	.	.	.	T1	.
	.	.	.	T1	.
	.	.	.	T1	.
	.	.	.	T1	.
	.	.	.	T1	.
	Nn	SVn	NDn	T1	In
SOMME	$\sum N i$	$\sum SV i$	$\sum ND i$		$\sum I i$

* T1 : si le taux reste fixe

CD : Commission des DECOUVERTS
 CM : Commission Mouvements
 F : Frais
 ND : Nombre Débiteurs
 NJ : Nombre de jours
 SV : Solde Valeur
 S MOYEN : Solde Moyen

$$ND = \sum_{i=1 \dots n} \{ SV_i * NJ_i \}$$

$$S \text{ MOYEN} = ND / NJ$$

$$TEG = \text{PRODUIT}(\text{INTERETS} + C.D + C.M + F + \dots) / S \text{ MOYEN}$$

IV- Calcul de taux d'escompte

V : Valeur nominale
 E : Escompte
 F : Frais
 t : taux de l'escompte (exprimé par jour)
 A : Agios
 n : nombre de jour

$$A = E + F$$

$$E = V * t * n / 360$$